

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Laure Camaji : Les droits du chômeur, usager du service public de l'emploi.

Mireille Poirier : Négociation collective : arrêter le massacre.

Première partie : La négociation collective, reflet des finalités du droit du travail.

Yves Struillou : L'égalité en matière syndicale.

Le concept politico-juridique de représentativité : clef de voûte de l'armature de l'égalité en matière syndicale.

Quentin Urban : Contre le syndrome du *Titanic*.

Défendre le droit à l'information et à la communication des salariés et de leurs représentants en temps de crise.

DOCUMENT

Syndicat des Avocats de France et Syndicat de la Magistrature : **Secret des affaires : Pour une concertation large sur un projet de réforme sensible et controversé.**

JURISPRUDENCE

Voir notamment

La mise en oeuvre d'un accord collectif étendu peut impliquer la consultation préalable du Comité d'entreprise.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2012 – Note Claudy Ménard (p.118)

Le prince, le tarmac et l'agent de piste.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 septembre 2012 – Note Michel Desrues (p.132)

Mise à pied conservatoire en cas de poursuites pénales : l'abandon de la condition d'un engagement simultané de la procédure de licenciement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2012 – Note Christelle Varin (p.134)

Cessation d'activité de l'entreprise : le spectre de l'arrêt *Brinon* ?

Conseil de prud'hommes de Grenoble 4 juin 2012 – Note Arnaud Mazières (p.138)

Prise illégale d'intérêts et recevabilité de constitution de partie civile des syndicats pour atteinte portée à l'intérêt collectif de la profession.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 27 juin 2012 – Note Alain Lévy (p.142)



FÉVRIER 2013

Doctrine :

Les droits du chômeur, usager du service public de l'emploi par Laure Camaji , Maître de conférences à l'Université Paris-Sud - IUT de Sceaux	65
Annexe :	
CHOMAGE – Pole emploi – Diligences contribuant au retour à l'emploi – Défaut.	
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Recevabilité.	
1) TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS (référé) 11 septembre 2012	76
2) CONSEIL D'ÉTAT (référé) 4 octobre 2012	77
Négociation collective : arrêter le massacre – Première partie : La négociation collective, reflet des finalités du droit du travail par Mireille Poirier , Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV	78
L'égalité en matière syndicale – Le concept politico-juridique de représentativité : clef de voûte de l'armature de l'égalité en matière syndicale par Yves Struillou , Conseiller d'État, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation	91
Contre le syndrome du Titanic – Défendre le droit à l'information et à la communication des salariés et de leurs représentants en temps de crise par Quentin Urban , Maître de conférences, Université de Strasbourg.....	102

Document :

Syndicat des Avocats de France et syndicat de la Magistrature : Secret des affaires : Pour une concertation large sur un projet de réforme sensible et controversé	112
---	-----

Jurisprudence :

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Mise en œuvre d'un accord collectif étendu – Nouvelle classification des emplois – Consultation (oui) – Transmission de pièces sous astreinte – Existence d'un trouble manifestement illicite justifiant l'allocation d'une provision.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 novembre 2012	118
Note Claudy Ménard , Formateur syndical	119
COMITÉ DE GROUPE – Attributions – Pouvoirs de l'expert-comptable – Documents qu'il peut se faire communiquer – Assimilation aux commissaires aux comptes – Ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation – Sociétés de droit étranger (oui).	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (référé) 25 octobre 2012	120
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme, Creil	123
CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de mobilité – Non-respect – Obligations familiales impérieuses – Licenciement – Absence de cause réelle et sérieuse.	
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (17^e ch.) 5 septembre 2012	125
Note Sylvie Mess , Conseillère prud'homme, Avignon	127

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Revendication portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration.	
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6^e chambre – Référé) 20 novembre 2012	130
Note Arnaud Mazières	131
CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture – Zone aéroportuaire – Habilitation préfectorale – Retrait – Effet – Force majeure ou fait du prince (non) – Licenciement – Obligation de reclassement (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 septembre 2012	132
Note Michel Desrués , Défenseur syndical	133
DROIT DISCIPLINAIRE – Mise à pied conservatoire – Application – Poursuites pénales – Absence de déclenchement de la procédure disciplinaire – Caractère indifférent.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 décembre 2012	134
Note Christelle Varin , Maître de conférences à l'Université Grenoble-Alpes, membre du CRJ	135
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Motif économique – Cessation d'activité – Société appartenant à un groupe – Appréciation de la situation économique du secteur d'activité – Caractère florissant – Légèreté blâmable de l'employeur – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRENOBLE (Industrie – Départage) 4 juin 2012	138
Note Arnaud Mazières	140
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action civile – Intérêt collectif de la profession – Préjudice – Préjudice direct ou indirect – Personnes exerçant une fonction publique – Manquement au devoir de probité – Prise illégale d'intérêts.	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 27 juin 2012	142
Note Alain Lévy , Avocat au Barreau de Paris	144
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action justice – Contestation de la régularité de consultation d'un CHSCT – Recevabilité (oui).	
CHSCT – Convocation – Délai – Urgence.	
Tribunal de grande instance du Havre (référé) 16 octobre 2012	145
Note Éric Baudeau , Avocat au Barreau de Rouen	146
TEMPS DE TRAVAIL – Temps de travail effectif – Temps de trajet – Déplacement excédant un trajet normal – Contrepartie – Obligation (oui) – Assimilation du temps de travail effectif (non).	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012	148
Note C. S.	149

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>